

## **Discours d'Anne Hidalgo à Washington**

### **Conférence internationale contre l'intégrisme**

*Seul le prononcé fait foi.*

« Au nom des Parisiens, je tiens à vous exprimer la gratitude de Paris pour cette invitation qui s'inscrit dans le droit fil de toutes les marques de solidarité et d'amitié que nous avons reçues des Etats-Unis depuis les terribles attentats qui ont endeuillé Paris les 7 et 9 janvier derniers.

Je tiens particulièrement à remercier le secrétaire d'Etat, John Kerry et le maire de New York, Bill de Blasio, pour leur visite à Paris dans les jours qui ont suivi ainsi que les nombreux maires américains qui m'ont écrit des témoignages de soutien.

En ce début d'année, Paris a été le théâtre des attentats les plus meurtriers que la France ait connus depuis la fin de la Guerre d'Algérie en 1962. Au cours de ces 3 journées terribles, 17 personnes ont été assassinées parce qu'ils étaient journalistes ou travaillaient dans un journal, parce qu'ils étaient policiers ou parce qu'ils étaient juifs.

Cette tragédie a connu une réplique funeste, samedi au centre culturel de Copenhague, lors d'un colloque en hommage à Charlie Hebdo consacré à la liberté d'expression, suivi d'une fusillade contre une synagogue de la capitale danoise.

Ces actes violents illustrent la montée actuelle des violences de type communautaire au sein de notre société. Malheureusement, les chiffres sont éloquentes : en France, les actes antisémites ont été multipliés par 2 entre 2013 à 2014 [851 actes ont été recensés, contre 423 en 2013]. Avec 154 incidents dénombrés à Paris en 2014 contre 77 l'année précédente, Paris ne fait pas exception. Et dans le même temps, les actes contre les musulmans ont augmenté de 10 % sur un an ; et même de 70 % à la suite des attentats de janvier.

Pourtant, sans les valeurs de tolérance, une ville comme Paris ne pourrait exister. C'est ce qu'a démontré de la plus belle de manières le rassemblement historique de plus de 4 millions de personnes dans les rues de Paris, auquel s'est ajoutée l'expression très émouvante d'une solidarité planétaire.

Ces attaques de janvier ne visaient pas seulement Paris ou les Parisiens, mais bien les fondations de nos démocraties. Bien sûr nous avons de part et d'autres de l'Atlantique des différences. Mais nous nous retrouvons sur l'essentiel.

Nous partageons un même idéal né de la Philosophie des Lumières, traduit par la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis et la Déclaration des Droits de l'Homme et de Citoyen de 1789, puis 150 ans plus tard par la Déclaration de 1948 qui fonde notre droit international.

Pourtant, on le voit aujourd'hui, il ne suffit plus d'affirmer les valeurs de liberté et d'égalité. Face aux tentations de replis identitaires, insidieuses ou à ses expressions les plus violentes, nous devons opposer un projet de société à part entière, une fraternité, à l'image du principe inscrit dès le début de la déclaration d'indépendance, qui parle de « recherche du bonheur » [the Pursuit of Happiness]. Il ne s'agit pas d'imposer le bonheur ; mais bien de le rendre possible.

C'est ce que nous entendons faire à Paris. Quelles réponses pouvons-nous apporter ?

La première réponse, c'est la sécurité et la vigilance de la part des pouvoirs publics. La montée en puissance du plan Vigipirate au niveau attentat s'est articulée autour de la consolidation ou de la création de plusieurs axes prioritaires.

Il s'agit d'abord de protéger certains lieux pouvant constituer des cibles :

- Les lieux identifiés à la confession juive, : il s'agit ainsi des écoles confessionnelles, des synagogues et autres lieux cultuels (tous les offices religieux sont assurés), des institutions représentatives (par exemple le Mémorial de la Shoah et le Musée d'Histoire du Judaïsme), mais aussi des quartiers habités, ou fréquentés par la communauté juive, lesquelles constituent désormais des zones de patrouilles renforcées.
- Les principaux lieux de culte musulmans de Paris sont eux aussi protégés, notamment pendant le temps de la prière.
- Les lieux du culte catholique les plus emblématiques
- Les sièges des médias et des maisons d'édition.
- Les principaux bâtiments des institutions de la République française, ainsi que certaines représentations étrangères.
- Les lieux symboliques emblématiques et les zones touristiques ont eux aussi connu un accroissement des patrouilles permanentes de policiers et de militaires.

Aujourd'hui dans Paris, sont spécialement déployés 2.000 policiers et 6.000 militaires supplémentaires.

A ce travail de terrain, s'ajoute un effort de prévention des attentats par le renseignement à travers la collecte d'informations, l'échange de renseignements avec les services étrangers et des méthodes de détection de la radicalisation renouvelées.

Pour prévenir la radicalisation, nous avons récemment créé avec la préfecture de police de Paris et la justice une plateforme partenariale de prévention de la radicalisation religieuse, une cellule de prévention qui traite les signalements parisiens : un numéro vert (hotline) a été mis en place, à l'attention de tous mais notamment des parents qui voient parfois leurs enfants tomber dans la radicalité.

Des associations ont été mandatées pour reprendre contact avec les familles et l'entourage des personnes et traiter les situations via l'école, le milieu professionnel, le suivi post-carcéral quand c'est le cas, et les réseaux sociaux.

Enfin, nous favorisons les mesures alternatives aux poursuites judiciaires comportant une dimension d'éducation à la citoyenneté afin que la sanction soit directement rattachée à l'infraction commise. Ainsi, nous avons par exemple développé deux types de dispositifs : « tu casses, tu ré pares » pour les individus ayant dégradé du mobilier urbain qui travaillent pour la société de vélos en libre-service « velib » ; et surtout des stages de citoyenneté pour les infractions à caractère raciste et antisémite avec le mémorial de la shoah.

Deuxième réponse : promouvoir une « ville inclusive ». Sur ce point, je me suis inspirée de certaines expériences américaines pour renouveler le modèle français d'intégration républicaine. Quelles que soient ses convictions, sa religion ou son origine, chaque habitant de Paris et de ses environs, doit pouvoir trouver grâce au soutien de la municipalité, les clés de sa réussite et de son épanouissement.

Aujourd'hui même est signé à Paris un pacte de lutte contre l'exclusion afin de réduire drastiquement le nombre de personnes à la rue d'ici 2020. Je rappelle que les deux frères Kouachi, auteurs des attentats contre Charlie Hebdo ont par exemple été sans domiciles fixes à Paris, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. C'est bien une solidarité du quotidien que nous voulons déployer pour tous et dans tous les quartiers de Paris. Notre ambition prend l'exact contre-pied des « no-go zones » totalement fantasmées par certains : dans les quartiers populaires, depuis plus de 10 ans nous investissons plus qu'ailleurs et concentrons nos moyens pour les écoles, les centres de santé, le logement...

A Paris, nous mettons tout en œuvre pour lutter contre toute forme de relégation et de ségrégation géographique, ethnique et sociale.

C'est ainsi que Paris investira 10 Md€ sur la mandature pour rendre le logement accessible au plus grand nombre – c'est la clef d'accès à la vie de la Cité ; pour développer les transports publics et permettre à chacun d'accéder réellement à l'emploi et aux services ; pour rénover les quartiers populaires, pour multiplier les places en crèches, pour créer de nouveaux équipements culturels et sportifs de proximité.

Nous avons aussi renforcé le partenariat entre les prisons parisiennes (là même où les processus de radicalisation sont constatés en France) et les services en charge de l'insertion pour anticiper les sorties de prison des jeunes afin d'éviter qu'ils soient livrés à eux-mêmes et finalement récupérés par des mouvements radicaux.

Par ailleurs, il faut renouer les fils du dialogue entre les communautés : ainsi, j'ai décidé de réunir le 12 mars prochain les principaux responsables religieux et les associations laïques à l'hôtel de ville pour proposer des actions concrètes en faveur du vivre ensemble. En parallèle, un observatoire de la laïcité (le seul en France) va également être réinstallé à Paris pour prévenir les comportements extrémistes d'agents dans les services publics. Il a aussi pour objet de permettre la coexistence pacifique entre les religions à l'échelle de Paris. Si le concept de laïcité est une spécificité française, je souhaite qu'elle soit appliquée de manière à mettre sur un pied d'égalité les différentes religions.

L'autre grande priorité c'est bien évidemment l'éducation, conjugée à l'écoute attentive de notre jeunesse. Plusieurs mesures ont été adoptées au lendemain des attentats : l'ouverture des

écoles le samedi matin pour prévenir le décrochage scolaire qui a toujours lieu dans les processus de radicalisation ; le doublement des jeunes accueillis en service civique parce qu'il ouvre la porte du monde du travail et permet de devenir pleinement citoyen.

Pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme, je lance également dans le cadre d'ateliers scolaires deux fois par semaine financés par la ville un appel à projets auprès de toutes les associations concernées pour que dès l'âge de trois ans les enfants soient sensibilisés aux dangers de l'intolérance et des discriminations.

Face à l'exclusion, nous répondrons par l'inclusion et la participation citoyenne. Car mon projet c'est de bâtir une ville-monde qui n'oublie personne, qui permet à chacun de ses citoyens de participer à la construction de notre destin collectif et de dessiner les contours de son propre futur. Par exemple, comme New York, nous voulons créer une carte de citoyen de la ville de Paris.

C'est cet état d'esprit que nous insufflons d'ores et déjà à travers notre budget participatif : les Parisiens – y compris les étrangers et les enfants - proposent et choisissent désormais librement leurs projets, à hauteur de 5 % du budget d'investissement de Paris (100 millions de dollars par an, soit le budget participatif le plus important du monde), nous leur restituons les clés de la décision citoyenne.

Nous souhaitons également faire prospérer la réponse citoyenne spontanée qui s'est fait jour au lendemain des attentats. Nous y répondons en mettant en place une plateforme numérique ouverte aux associations et aux collectifs d'habitants souhaitant mettre en œuvre une action d'intérêt général pour qu'ils y rencontrent les citoyens susceptibles de contribuer bénévolement à leur action, à l'image du community service aux Etats-Unis.

C'est à ce prix que notre siècle, incertain mais également prometteur, pourra être celui de la démocratie et du progrès. »

**Anne Hidalgo**  
Maire de Paris

**Contact presse** : Marie Francolin / [presse@paris.fr](mailto:presse@paris.fr) / 01.42.76.49.61